

Conseil académique du 1^{er} mars 2021
Annexe n° 068bis

Motion de soutien à nos collègues et étudiants de l'Université du Bosphore à Istanbul

Motion déposée par la délégation du corps académique de l'ULB

L'ULB exprime avec force son soutien aux collègues et étudiants de l'Université du Bosphore à Istanbul, confrontés à des répressions. L'ULB réaffirme son attachement à la liberté académique et à la liberté d'expression des académiques partout dans le monde.

Le 1er janvier 2021, le président turc Recep Tayyip Erdogan a nommé M. Melih Bulu président de l'Université du Bosphore (Boğaziçi Üniversitesi), université réputée tant pour son niveau que pour sa liberté académique. Celui-ci est un proche du président, clairement engagé dans la mouvance autoritaire qu'incarne aujourd'hui l'AKP, parti au pouvoir. Alors que des répressions ont été exercées contre les "académiques pour la paix" à partir de janvier 2016, suivies de licenciements massifs d'enseignants-chercheurs après la tentative de coup d'État de juillet 2016, l'étouffement de la liberté académique se poursuit en Turquie.

Cette nomination de M. Bulu est lourde de signification à l'heure où 206 universités, publiques et privées, ont vu leurs présidents nommés directement par R. T. Erdogan depuis octobre 2016. Comme l'exprime notre collègue Ahmet Insel, Docteur Honoris Causa de l'ULB, "en s'attaquant à l'Université du Bosphore, réputée pour son indépendance et ses valeurs universelles, Erdogan est passé à la vitesse supérieure. Il renforce son contrôle sur le milieu académique". L'Université du Bosphore était en effet la dernière université publique à avoir gardé son autonomie jusque-là, sa précédente direction tenant tête aux autorités politiques et protégeant coûte que coûte la liberté académique.

Quelques jours après cette nouvelle nomination, la police turque arrêta brutalement des dizaines d'étudiants qui protestaient pacifiquement contre la tentative de l'exécutif d'affirmer son contrôle politique sur l'université du Bosphore. Le 3 février 2021, 51 étudiants de cette université ont été détenus, qualifiés par le président Erdoğan de "terroristes", tandis que Devlet Bahçeli, chef du parti ultranationaliste et membre de la coalition au pouvoir, les qualifiait de "criminels" puis de « serpents venimeux dont la tête doit être écrasée ».

Le président a également visé la professeure Ayşe Bugra, une universitaire de renom, affirmant qu'elle était "parmi les provocateurs de l'Université du Bosphore". Ayşe Bugra n'est autre que la femme d'Osman Kavala, figure de la société civile turque, mécène œuvrant pour le dialogue entre les cultures, emprisonné depuis 2017. Le Ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu n'est pas en reste, puisqu'il a quant à lui accusé l'ancien président de l'Université du Bosphore, Ustün Ergüder, d'avoir provoqué les manifestations. Les médias pro-gouvernementaux continuent à criminaliser les étudiants ainsi que le corps académique en publiant leurs noms accompagnés de photos.

Les protestations se sont étendues à de nombreuses universités de Turquie. Au cours des deux derniers mois, plus de 500 personnes ont été arrêtées. Si la grande majorité d'entre elles a été relâchée, neuf membres de la communauté universitaire de l'Université du Bosphore sont actuellement en prison, 25 personnes assignées à résidence. Les étudiants LGBTI+ ont également été victimes de harcèlement et de discours haineux de la part de hauts fonctionnaires ; une association LGBTI de l'Université du Bosphore a été fermée. Outre ces

insultes et actes de criminalisation, le président Erdoğan a publié un décret le 6 février 2021 visant à créer deux nouvelles facultés afin de contrebalancer, par les recrutements pro gouvernementaux qui y sont menés, la liberté académique qui tente de subsister ailleurs dans l'Université.

Cinq ans après le début de la vague de criminalisation des 'académiques pour la paix', réprimés pour avoir signé une pétition demandant à Ankara l'arrêt des violences dans les régions kurdes, les atteintes aux fondements des principes de liberté académique en Turquie se poursuivent et nous touchent directement.

Elles nous touchent non seulement parce que nous avons des collègues en Turquie, dont certains sont docteurs de l'ULB, avec qui nous travaillons ; nous encadrons également des doctorants en cotutelle, et nous avons développé des relations scientifiques dans le cadre de programmes Erasmus avec certaines universités de Turquie. Parallèlement, nous nous sommes engagés dans des actions de solidarité en faveur de nos collègues "académiques pour la paix" - l'ULB a, notamment, été régulièrement présente lors des audiences des procès à Istanbul entre 2016 et 2019 -, et nous accueillons, dans le cadre de bourses pour chercheurs en danger, des collègues de Turquie qui ne peuvent plus exercer leur métier dans leur pays. Enfin, ces atteintes nous touchent parce que tout ce qui touche à la liberté académique, où que ce soit, nous parle de nous, des logiques de solidarité que nous nous devons de mettre en œuvre ou amplifier, et de cette liberté académique qu'il nous faut également préserver et consolider ici-même, à l'heure où, y compris dans les espaces démocratiques, elle est parfois fragilisée.

L'ULB demande avec force la libération des membres de la communauté universitaire turque encore emprisonnés ou en résidence surveillée.

L'ULB réaffirme son attachement à la liberté académique partout dans le monde, sans laquelle aucune Université digne de ce nom ne peut remplir sa mission.